

# REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL /n°89 - SEPT.-1981/3ff./30fb./2fs./0.70 Cts. Can.

## l'attaque internationale du capital s'accroît **NON AU NATIONALISME ! NON AU CORPORATISME ! NON A LA PASSIVITE !**

● Avec la nouvelle aggravation de la crise économique qui prend place à la charnière des deux décennies 70 et 80, s'ouvre une situation nouvelle tant pour la vie de la bourgeoisie que pour celle du prolétariat. Après "les années d'illusion" viennent maintenant "les années de vérité", celles où seront balayées les illusions sur une possible "alternative" permettant au système de sortir de sa crise, celles où les exigences et les enjeux de la lutte de classe se poseront au prolétariat avec une insistance inconnue jusqu'à présent.

(Résolution sur la lutte de classe du 4ème congrès du CCI - Revue Internationale n°26)

Au fur et à mesure que s'annonce la décennie, la vérité de l'impasse dans laquelle se trouve le capitalisme se révèle de plus en plus aux yeux de la société. Les chiffres abondent, qui,

malgré toutes les tentatives bourgeoises d'en masquer la nudité, révèlent de façon de plus en plus crûe la profondeur du gouffre.

Un seul de ces chiffres permet de situer la gravité de la situation : on en est à l'heure actuelle à quelques vingt-quatre millions de chômeurs recensés dans la seule OCDE, c'est à dire les pays industrialisés. Ce sont des chiffres qui approchent ceux des années 30, de cette "grande dépression" qui hante tout bourgeois qui se respecte.

Pour certains pays, comme la Grande Bretagne, le niveau du chômage a d'ores et déjà dépassé celui de l'entre-deux-guerres. En deux années, la grande armée des prolétaires privés de travail s'est accrue d'un quart et ce rythme de croissance ne fléchit pas : l'OCDE, malgré son optimisme traditionnel prévoit pour 1982 que "le taux de chôma-

ge pourrait dépasser 9%, les taux de chômage des catégories les plus défavorisées seront encore plus élevés : dans certains pays d'Europe, le chômage des jeunes pourrait être supérieur à 20%" (Perspectives économiques de l'OCDE, juillet 81). Quant "au modèle allemand" tant vanté, il fait aujourd'hui long feu : en un an, le chômage a augmenté de 35% en RFA !

La gravité de la crise pousse inexorablement la bourgeoisie de tous les pays à renforcer ses préparatifs militaires. Après toute une série de mesures de développement des armements, Reagan, en décidant de faire construire la bombe à neutrons, vient d'accomplir un pas de plus sur le chemin qui conduit le capitalisme vers un 3ème holocauste mondial. Même les "pacifistes" d'hier sont amenés à faire du zèle dans ce domaine.

A peine élu, Mitterrand en rajoute et, avec son complice, Henu, il fait déjà mieux que Giscard sur le plan du militarisme (cf. article dans ce numéro). Lui aussi parle maintenant le langage de la vérité.

Le langage de la vérité, c'est aussi celui que tiennent les autorités polonaises qui réduisent encore les rations de misère en procédant à des hausses drastiques de la nourriture et menacent de plus en plus les prolétaires d'user de la répression (cf. nos articles sur le Pologne dans ce n°).

C'est celui que tient Reagan avec une brutalité exemplaire, non seulement à l'égard des aiguilleurs du ciel américains, qui jouent le rôle de victimes expiatoires, mais aussi et surtout à l'égard de toute la classe ouvrière aux USA et de l'ensemble du bloc occidental.

Face à cette vérité du capitalisme, la classe ouvrière est placée devant un choix : soit, elle l'accepte, soit elle y oppose sa propre vérité.

Elle l'acceptera si elle maintient sa passivité comme c'est le cas aujourd'hui dans un certain nombre de pays, soit parce qu'elle digère un "état de grâce" de gauche comme en France, soit parce que elle ne s'est pas encore relevée du sabotage de la gauche dans l'opposition comme en Grande-Bretagne (où elle laisse ses secteurs les plus touchés par la crise se lancer seuls et isolés dans des émeutes sans perspectives).

suite p.7

## POLOGNE : LA NECESSITE DE LA LUTTE DANS LES AUTRES PAYS

● Par une curieuse ironie de l'histoire, deux des protagonistes les plus en vue du mouvement de l'été 80, Bogdan Lis et Jacek Kuron se retrouvent, au moment même où nous écrivons cet article, en première ligne des affrontements de classe qui ponctuent le premier anniversaire de ce mouvement. L'ironie tient au fait qu'en août 80, Lis est à la tête du MKS, c'est à dire le fer de lance d'une des luttes les plus importantes du prolétariat mondial depuis plus d'un demi-siècle, Kuron est arrêté tous les deux jours pour avoir diffusé de l'information sur ces luttes, alors qu'aujourd'hui leur mission spécifique -pour laquelle ils ont reçu mandat de "Solidarité"- est de convaincre les ouvriers imprimeurs d'Olsztyn de cesser leur combat.

A travers cet exemple ponctuel, c'est toute une année d'évolution des rapports de force entre capital et prolétariat qui se trouve résumée. En août 80, le prolétariat en Pologne a l'initiative. Face à des autorités désarmées, il déploie sa force, il emploie ses armes d'élection : la grève de masse, l'auto-organisation de son combat. Il

montre à ses frères de classe du monde entier le chemin à suivre face aux attaques de plus en plus violentes d'un capitalisme à l'agonie.

En août 81, la classe ouvrière mène encore la lutte. Dans tous les coins de la Pologne, s'allument des flammèches (un des leaders de "Solidarité" constate que les pompiers du syndicat sont obligés de faire une dizaine de "sorties" par semaine). Mais cette lutte n'est plus offensive comme il y a un an, elle est défensive. Elle n'est plus massive, concentrée, elle est dispersée. C'est là le résultat d'une patiente riposte élaborée par tous les secteurs du capital; ceux qui siègent dans les lourdes bâtisses du POU, mais aussi ceux qui campent dans d'anciens hôtels mitoyens transformés en permanences syndicales. Ceux qui trônent au Kremlin, mais aussi ceux qui sont installés à la Maison Blanche, à l'Elysée et dans les officines syndicales d'occident. Car à une lutte qui a une portée mondiale, c'est le capital mondial qui y a répondu. Et c'est maintenant au prolétariat de tous les pays d'y ajouter le chapitre suivant.

suite p.4

### SOMMAIRE

Le pacifisme de la gauche.....	P.2
La gauche unie.....	P.2
PCF, briseur de grève.....	P.2
Les nationalisations, (Texte d'"Internationale", 1946.....	P.3
Pologne: autogérer la misère?.....	P.4
Grève des contrôleurs aériens.....	P.5
Trotskyistes.....	P.6
Quelle violence de classe?.....	P.8

# QUAND LES ANCIENS PACIFISTES GOUVERNENT...



14 Juillet 1981, France de Mitterrand: des missiles par dizaines, des canons par milliers! La bourgeoisie peut faire confiance en ses partis de gauche, en matière de participation à la guerre capitaliste ils ont des certificats de bon service: 1914, 1936-40, Résistance, guerre d'Algérie...

● S'il y a bien une leçon que la classe ouvrière doit tirer pour ses luttes futures de la venue de la gauche au pouvoir, c'est qu'il faut en finir avec la confiance aveugle envers ceux qui, en paroles, se présentent comme les défenseurs de la classe ouvrière. C'est dans la pratique que l'on juge où sont les amis et où sont les ennemis, non pas d'après ce qu'ils disent d'eux-mêmes. Maintenant qu'ils sont au pouvoir, ces illusionnistes du changement, ces prétendus amis des ouvriers, on peut juger sur pièces la valeur des déclarations d'hier.

Encore plus de chômage, encore plus d'inflation, encore plus de flics, voilà pour le changement social ! et cela ne fait que commencer !

Et dans le domaine militaire ? Eh bien dans le concert de brigands impérialistes qui, partout, accélèrent les préparatifs de guerre, la gauche en France tient fort honorablement sa place. "Tous les français sont bien d'accord pour défendre la France", disait Charles Hernu à France Inter pour justifier l'intensification de l'effort d'armement français et la poursuite des recherches sur la bombe à neutrons.

Il semblerait que l'on soit bien loin des interventions virulentes d'un Mitterrand en 1966 dans les meetings pacifistes contre la bombe atomique patronés par Jean Rostand et compagnie. Bien loin aussi, en apparence, des propos sur le désarmement : le danger de guerre disaient en chœur le PC et le PS en janvier 1980 n'est qu'une fable de Giscard pour justifier ses mesures d'austérité et masquer sa "défense du grand capital". Non ! La gauche n'a pas "tourné sa veste" : elle ne fait au pouvoir que continuer de façon ouverte sa politique de loyal défenseur de l'ordre capitaliste

Qu'en est-il du fameux changement tant attendu de tous ? Il en est de la politique extérieure comme des mirifiques promesses de réformes sociales: un reste de vernis humano-pacifiste, les déclarations d'un Cheysson sur la liberté, les droits de l'homme, la libre détermination des populations, l'affirmation bien haut que le PS reste (quand même) pour le désarmement et que la France n'a aucune prétention territoriale. Mais dans les faits, qu'en est-il ? Rien d'autre que la continuation et même le renforcement de l'effort de guerre, rien d'autre que la défense des intérêts impérialistes de l'Etat français.

Qu'on en juge :

- l'armée : le Programme commun s'engageait à une réduction du service militaire à 6 mois. On s'achemine en fait vers une armée mieux structurée, plus rationnelle et efficace : les bons soldats patriotes seront récompensés de quelques miettes supplémentaires à leur solde et en fait de 6 mois, il s'agira de 18 mois pour avoir une plus

grande spécialisation des différents corps de l'armée. Les "Jeunesses communistes" ont déjà donné leur aval : le PCF n'est-il pas en effet partisan d'une "défense nationale" efficace ! - la politique dans les néo-colonies françaises :

"Nous sommes liés", dit Cheysson, par les engagements pris par nos prédécesseurs, nous les respecterons". En conséquence de quoi, bien évidemment, on ne touche pas aux bases militaires françaises - surtout pas en Afrique où le bloc occidental délègue à la France le rôle de gendarme. Et soyons sûrs que pour "respecter ses engagements", la gauche saura, tout comme la droite, envoyer même du renfort, s'il le faut, pour faire régner l'ordre en Mauritanie, au Tchad, au Zaïre ou ailleurs.

Quant aux livraisons d'armes, la gauche qui hier trouvait tout à fait immoral de livrer des armes à des "dictateurs", a déjà annoncé son intention de les poursuivre à des très dé-

mocratiques gouvernements d'Afrique à l'Irak, à l'Iran. Et elle s'apprête à vendre 150 Mirages à l'Inde. - le renforcement du potentiel militaire en Europe : il faut croire que le danger de guerre existe bel et bien maintenant puisque Mitterrand s'est empressé de donner son accord à l'installation d'euro-missiles en Allemagne face aux SS 20 soviétiques.

- le désarmement en France ? Les expériences dans le Pacifique continuent, les recherches sur la bombe à neutrons également, mais il paraît que la France s'ame "non pas pour faire la guerre mais pour qu'il n'y ait plus de guerre", "uniquement parce que la supériorité militaire de l'URSS et le déséquilibre de la terreur est source de conflit" (Hernu à France-Inter).

De même, la France ne maintient ses troupes dans certains pays d'Afrique que "pour les empêcher de verser dans l'anarchie (comprendre, empêcher les révoltes sociales) et pour leur éviter de tomber entre les mains des Lybiens, Cubains ou soviétiques (Jean-Pierre Cot, ministre délégué à la coopération).

Le refrain est bien connu : un Carter, un Reagan, un Giscard ou même un Brej-

nev n'ont jamais justifié autrement l'escalade des armes et leurs interventions militaires aux quatre coins du monde : "les auteurs des guerres, ce sont les autres, les auteurs de crise, ce sont les autres : en prenant des mesures d'austérité et de guerre, nous ne faisons que nous défendre". La gauche en rajoute même sur son image de victime, d'agneau perdu dans la meute des loups. Mais, finalement, elle mène la même politique que la droite avec les mêmes alibis que la droite.

La gauche aurait elle brusquement découvert en arrivant au pouvoir que ce "violent amour de la France" (Manifeste du PS de Créteil) qui lui est commun avec toute la droite, s'accompagne nécessairement de la violence des armes pour le défendre ?

La vérité, en fait, se trouve résumée dans cette déclaration naïve d'un sénateur socialiste : "Maintenant, le PS est responsable d'un pays; il faut tenir compte du contexte actuel et mener une politique raisonnable. Le désarmement n'est pas possible aujourd'hui".

Autrement dit, avant nous n'étions pas responsables d'un pays, et nous pouvions raconter alors des mensonges. Que cela éclaire la classe ouvrière sur la nature de ses prétendus amis !

G.N.

## la gauche unie au pouvoir : un pis-aller provisoire

● Le 24 juin 1981, le PCF - qui n'avait pratiquement pas cessé depuis la rupture du Programme Commun en 77, de dénoncer face aux ouvriers le PS comme un "allié du capitalisme et de l'impérialisme" et de se présenter en opposition à ce dernier comme "le seul, le grand parti révolutionnaire des travailleurs", a cependant signé un accord de participation au gouvernement dominé par ce même PS. Ce 24 juin, le PS, qui depuis le 21 juin disposait pourtant d'une superbe majorité absolue au Parlement - lui permettant de gouverner seul pendant 5 ans si bon lui semblait - a choisi d'associer le PCF au gouvernement; et ce malgré les divergences profondes de ce dernier en matière de politique intérieure et extérieure, malgré la désapprobation réelle de larges secteurs du capital national et international.

A la suite de cet accord gouvernemental, la France est donc devenue le seul pays d'importance du bloc occidental à avoir en période de regain des tensions entre "l'Est" et "l'Ouest" un parti "communiste" relativement puissant et notoirement pro-russe. Elle est devenue, également, le seul pays en Europe occidentale où la bourgeoisie se soit payée le luxe de laisser accéder au gouvernement en ce début des années 80, non pas une, mais ses deux principales forces politiques de mystification et d'encadrement de la classe ouvrière. Et cela, à un moment où confrontée à l'accélération de la crise économique mondiale, au renouveau de la combativité ouvrière, la bourgeoisie n'a de cesse de travailler dans les autres pays au maintien ou au renvoi des fractions de gauche dans

l'opposition. Elle comprend de plus en plus clairement que gouverner aujourd'hui ne peut signifier que 3 choses : - prendre résolument en charge l'accélération des préparatifs diplomatiques et militaires en vue d'un futur conflit mondial entre l'Est et l'Ouest; - prendre résolument en charge une attaque massive et soutenue des conditions de vie des prolétaires; - se partager le travail entre fractions au gouvernement ne disposant pas de "l'oreille des masses", et fractions de gauche dans l'opposition, utilisant la confiance qu'elles conservent auprès des exploités pour amoindrir, briser de l'intérieur les réactions prévisibles de ces derniers à cette politique offensive conduite par le gouvernement.

Cet accord de gouvernement PS-PC et la situation politique doublement originale en Europe du capital national français qui en a découlé, ne constituent en aucune façon l'aboutissement d'un projet politique minutieusement préparé par la bourgeoisie. Au contraire ! Ils témoignent du niveau d'improvisation politique auquel s'est trouvée acculée de fait la bourgeoisie française au lendemain de l'élection aussi inattendue que malencontreuse pour elle du leader socialiste Mitterrand à la présidence de la République (1).

Au lendemain de cette élection, en effet, le consensus politique pré-électoral que les quatre grands partis politiques de la bourgeoisie française, sous la pression des faits économiques et des premiers pas de la reprise internationale des luttes ouvrières en France (2), étaient parvenus à établir,

## LE PCF: TOUJOURS BRISEUR DE GREVE

● "L'Humanité", porte parole du PCF, est un journal qui ne consacre jamais une seule de ses feuilles, exceptée peut-être celle du tiercé et des mots-croisés, sans passer une protestation de solidarité envers n'importe quelle lutte d'ouvriers et d'opprimés dans le monde.

De cette solidarité fondamentale du PCF, "l'Huma" donnait dans son édition du 10 août, quasiment côte à côte, deux exemples représentatifs.

Le premier est relatif à l'attitude du ministre de Fiterman, très haut membre du Parti par ailleurs, en réponse à la demande du syndicat des contrôleurs aériens français (voir article sur cette grève dans ce n°). Citant prudemment l'AFP, d'ailleurs, la voix écrite du PCF rapporte (1) :

" Les représentants du ministre (des transports) ont pris acte des préoccupations (du syndicat). Ils ont fait part des garanties officielles données par le gouvernement américain, en ce qui concerne la sécurité. Ils ont confirmé la VOLONTÉ du ministre de demeurer attentif à ces problèmes en obtenant toutes les informations nécessaires. Ils ont souligné son SOUCI DE MAINTENIR le fonctionnement NORMAL du service public en tenant compte des données de la situation internationale dans ce domaine".

Le second exemple réfère à l'appréciation par le PCF du climat de tension sociale et des luttes ouvrières en Pologne. Sous le titre d'article suivant : "Une semaine cruciale", on lit : "Faire tourner les usines, produire, est devenu un impératif qui conditionne le redressement de la situation. Ces derniers jours, le gouvernement (de la même essence "communiste" que le ministre Fiterman), tout en restant ouvert au dialogue et à la pratique de l'entente sociale, a affiché une ligne de fermeté contre l'escalade des revendications et tout ce qui pourrait mettre en cause l'autorité de l'Etat (...) Pratiquer l'escalade de nouvelles revendications dans les conditions (où se trouve la Pologne) relève d'un total idéalisme et

risque de conduire le pays à l'auto-destruction".

Dans le même article, l'écrivain du PCF parle encore de "relâchement général de la discipline au travail".

Nous avons là, la véridique mesure de la solidarité ouvrière du PCF, toujours pondérée qu'elle est par le haut sens des responsabilités de ce parti à vocation étatique et gouvernementale affirmée. La tradition historique du parti de Thorez, passant par les célèbres sentences de 1936 et 1945 : "Il faut savoir arrêter une grève", "Ouvriers, retrousses vos manches pour reconstruire l'économie nationale" et encore celle-là : "Travaillez d'abord, revendiquez ensuite", ne risque pas de se perdre.

Certains observateurs intéressés du PCF, les trotskystes pour les nommer, rapprochant ces deux mêmes attitudes ponctuelles, ont vu une duplicité du parti, paraissant à la fois soutenir son frère du bloc de l'Est et se couvrir, au nom du gouvernement de la gauche unie en France, des assurances données par le chef de l'Etat leader du bloc occidental, Reagan. La véhémence du PCF contre Reagan, quand il s'agit de dénoncer la bombe à neutrons s'arrête quand il est question d'affirmer le soutien à l'Etat confronté au mécontentement ouvrier, disons-nous.

La contradiction soulevée n'est qu'apparente. Le PCF peut avoir des options pro-soviétiques en matière d'orientation de la politique française. Cependant, il ne faut jamais oublier qu'il est un parti bourgeois, un parti du capital national et de son Etat. En tant que tel, le PCF ne saurait jamais faire que défendre l'intérêt de l'Etat vis-à-vis des luttes ouvrières. Face à une montée mondiale de la lutte de classe, il ne saurait en aucun cas faire défaut à la solidarité internationale de la bourgeoisie.

(1) Toutes les notes entre parenthèses sont de notre rédaction.

Mx.

# les nationalisations ne mettent pas fin à l'exploitation

Après les amuse-gueules "démocratiques", du genre de la "décentralisation", le nouveau pouvoir capitaliste de gauche en France passe aux plats de résistance. Ce coup-ci, c'est à la classe ouvrière qu'on s'adresse spécialement. Ce sont les nationalisations. Tout un battage s'organise dessus, dans lequel aucune composante du nouveau pouvoir, partis et syndicats, ne fait défaut, chacun bien sûr avec sa nuance plus ou moins radicale : "directoire ouvrier", "contrôle ouvrier", "auto-gestion", etc... Il paraît que les nationalisations, c'est la marche vers le socialisme, la mise au service du peuple et le juste partage des ressources de la nation !

Nous aurons à revenir sur la signification des nouvelles nationalisations envisagées, mais l'essentiel que nous voulons dégager ici, c'est que le thème des nationalisations est avant tout aujourd'hui un article de mystification contre la classe ouvrière, évidemment destiné à la détourner du chemin de la lutte anti-capitaliste, un moyen idéologique de l'entraîner,

dans le nationalisme, vers la troisième guerre mondiale impérialiste.

USINOR, PUK, CGE, Banques... nationalisables, les nouveaux maîtres du pouvoir prennent des allures de hardis réformateurs. Mais leurs nationalisations ne mènent pas au socialisme; c'est le capitalisme d'Etat qu'elles renforcent un peu plus après les précédentes nationalisations de 1936 et 1946. De toutes les façons, les nouvelles nationalisations ne modifieront rien au fait que toute la vie économique des capitalistes mondiaux est déjà depuis longtemps une affaire d'Etat. Peu importe la façon formelle dont se réalise la prise en charge de toute l'économie par l'Etat: fusion, inter-pénétration des capitaux privés et publics, collectivisations autoritaires, prises de participation dans les affaires ou nationalisations, ce mouvement totalitaire de l'Etat sur la société est la tendance historique unique et universelle du capitalisme au XXème siècle, de l'URSS aux USA et l'Angola. Les nationalisations sont une affaire capitaliste qui ne change rien

au contraire, à l'exploitation des travailleurs.

Par rapport à l'entreprise de bourrage de crâne sur les nationalisations, il importe de rétablir, contre tous ces falsificateurs de gauche et gauchistes, quelques principes que les révolutionnaires du passé ont tirés de l'expérience de la lutte de classe.

A côté des citations d'Engels, qui dès le XIXème siècle traçait le cadre de compréhension du capitalisme d'Etat, nous voulons donner la republication, en extraits, d'un texte du groupe la "Gauche Communiste de France", paru dans son organe "Internationalisme" n°8 de mars 1946, c'est-à-dire en plein dans la période des précédentes nationalisations en France. En dehors du fait que les camarades de la GCF se trompaient en intégrant les nationalisations de 1946 dans le cadre d'une préparation imminente de la 3ème guerre mondiale par le capitalisme, la position de fond qu'ils présentent reste aujourd'hui parfaitement valable, dans la continuité de celle de Marx et d'Engels.

Des groupes comme celui de la GCF ont eu l'énorme mérite de maintenir les principes et les méthodes d'analyse du marxisme au sein d'une terrible époque marquée par la capitulation et la trahison de tous les anciens partis ouvriers, à l'issue des années 30. C'est pourquoi sa contribution reste méconnue aujourd'hui; c'est pourquoi il nous paraît crucial de la faire sortir de l'ombre où l'a confinée la contre-révolution triomphante, afin de l'opposer à la voix de tous ceux qui, comme PC et gauchistes, héritiers de la trahison et de la capitulation des années 30, sont justement aujourd'hui, nationalistes et étatistes, les fiers propagandistes et serviteurs des nationalisations étrangères à la lutte ouvrière révolutionnaire renaisante. La bourgeoisie aujourd'hui, ce n'est plus une caste de profiteurs privés, à cigare et chapeau haut de forme; elle se reconnaît surtout dans tous ceux qui, de gauche ou de droite, sont liés à l'existence et à la préservation, même refaite aux couleurs populaires, de l'Etat capitaliste, national.

## "INTERNATIONALISME" 1946: à chaque époque, sa farce démagogique

● Un vieux problème revient depuis près de 50 ans sur le tapis. Jadis rejeté de sous-commission en sous-commission, il allait se reposer dans les vieilles archives, véritables boîtes magiques de la bourgeoisie, jusqu'au jour où le capitalisme le ressortit, trouvant en lui une possibilité - bien alléatoire - de survie.

Avant 1914, le libéralisme vieillissant avait trouvé un marché étendu et inexploré dans les pays qui devaient devenir plus tard des colonies. Au nom de la "civilisation européenne" contre la sauvagerie inadmissible des peuples non européens, de véritables guerres furent déclenchées.

La guerre de 1914 qui clôt l'ère des conquêtes coloniales - car il n'y avait plus de conquêtes à faire - met en avant une autre grande réforme devant assurer le bien-être de l'humanité. Face à la concentration du capital s'effectuant au travers des trusts privés, le capitalisme avait besoin de rationaliser le travail. Faire produire plus, payer des salaires de famine et c'est l'époque fordienne, avec tout le système de gendarmisation de l'usine.

Taylorisation et stakanovisation prennent des visages attrayants, une simplicité, pour cacher l'abêtissement vers lequel on conduit l'ouvrier par la rationalisation.

Mais la crise de 1929 vient renverser ces rêves humanitaires; l'ère de la rationalisation, comme l'a été l'ère du colonialisme est dépassée. La guerre se repose comme seule solution pour le capitalisme. Alors ces deux remèdes pour l'humanité perdent leur masque fantaisiste et idyllique pour montrer leur vrai visage, leur vraie utilité: exploitation accrue pour la survie d'un régime moribond.

Après la guerre de 39-45 qui bouleverse de fond en comble toutes les vieilles rengaines du capitalisme, où le nationalisme tombe, jeté bas par le régime qui l'a glorifié, la société a besoin de nouvelles formes économiques, sociales et politiques.

Les révolutionnaires conscients posent la seule solution viable qui est le renversement violent du régime pour l'instauration de la société socialiste; Les partis pseudo-ouvriers à la rescousse du régime croulant, voulant redorer le blason de la "patrie", proposent des solutions hybrides qui ne changent rien au caractère d'exploitation du système capitaliste.

Et ce sont les nationalisations "par le peuple" et "pour le peuple". L'Etat perd sa caractéristique d'instrument aux mains de la classe exploiteuse, pour devenir le lieu des embrassades collectives de l'union sacrée. Au nom du peuple, l'Etat prend en mains les

industries-clefs, pour l'intérêt général. Aux gaspillages particuliers dus à l'anarchie du mode d'échange capitaliste, les nationalisations vont mettre un frein et de l'ordre. Du travail pour tout le monde, puisque les usines appartiennent à la Nation qui a chargé l'Etat de gérer la production. Ce caractère démagogique d'une mesure essentiellement bourgeoise est, d'après ses meilleurs défenseurs et bénéficiaires, le moyen par lequel la société se transformera.

La morale colonialiste camouflait le besoin d'élargissement du marché mondial. L'utilitarisme social de la rationalisation cachait une tentative d'éviter la crise cyclique du régime et cherchait la possibilité pour le mode de production capitaliste de vivre par lui-même et en lui-même. La portée démagogique des nationalisations consiste en une politique "socialiste" du capitalisme - le loup prenant figure de mouton - pour masquer le besoin qu'a la bourgeoisie, à la fin de sa vie historique, d'instaurer une répression accrue de l'Etat et une exploitation aggravée de la classe ouvrière, pour se maintenir coûte que coûte au pouvoir.

A chaque époque, la bourgeoisie trouve des remèdes qui, malheureusement pour elle, agissent plus par suggestion que par réelle thérapeutique.

Aujourd'hui, l'Etat bourgeois, par la concentration capitaliste, tend de plus en plus à se substituer au capitaliste individuel. Cette nécessité, causée par la crise du système, exige de transférer la libre disposition des moyens de production. Ce transfert, par lui-même ne change rien à la nature du système capitaliste, puisque l'accumulation toujours croissante de la plus-value se fait aussi. La loi de l'accumulation élargie en vue d'une production plus grande de plus-value, devant être accumulée à son tour, jouant pleinement, l'Etat - possesseur des indus-

tries-clefs en totalité ou en partie, ne fait que continuer le procès capitaliste; nous arrivons donc à une élimination du capitaliste individuel par le capitalisme d'Etat. Sur le marché mondial, les Etats se présenteront à la place des anciens capitalistes privés.

La plus-value n'ira pas augmenter la consommation solvable mais au contraire s'économise et s'accumule; l'Etat bourgeois ne représentera pas l'intérêt général, mais servira à distribuer des prébendes à ses serviteurs, ses laquais et ses parasites, tels les hauts fonctionnaires, les artistes, les intellectuels, les savants à sa solde.

Et les nationalisations s'opèrent, sans rien changer au processus du capital, sans rien changer à la nature du système capitaliste, sans résoudre la crise du régime décollant du décalage toujours plus grand entre la production croissante et la consommation décroissante.

La nationalisation devient donc un procédé TECHNIQUE ayant ses avantages et ses inconvénients, et NON UNE REFORTE DE STRUCTURE.

## la nécessité des nationalisations dans la période présente de l'impérialisme

Ce remplacement de tous les capitalistes individuels par le capitalisme d'Etat, devient une nécessité urgente de nos jours pour les pays appauvris ou ruinés par la guerre.

Aujourd'hui, ce que les capitalistes privés ne peuvent pas trouver sur le marché mondial, l'Etat le peut, car il est capable de donner comme garantie l'ensemble de la richesse de la nation. C'est donc devant l'ampleur de la tâche que le capitalisme individuel



**pologne:...et pourtant, ils sont tous nationalisés !**

est obligé de céder le pas à l'Etat capitaliste. Cette mesure de concentration du capital entraîne infailliblement d'autres conséquences, telle la réduction des frais de production, des liaisons plus étroites entre toutes les industries, mais aussi une irresponsabilité plus grande dans la direction et certains gaspillages bureaucratiques. Par une série d'impôts directs et indirects, par la réglementation des salaires et des prix, par des dévaluations successives, l'Etat peut rogner de plus en plus sur le capital variable national et sur l'épargne.

Par une réglementation du ravitaillement général, il peut réduire la production de consommation au profit de la production des moyens de production, et permettre de masquer les diminutions constantes de salaire et l'état de famine qui s'ensuit. On voit ainsi très bien les avantages économiques et politiques des nationalisations pour le capitalisme en général.

Du point de vue économique, la tendance vers la concentration capitaliste, caractéristique de l'impérialisme, peut se faire de manière accélérée. Du point de vue politique, cette concentration du capital accompagnée d'une misère toujours grandissante pour les masses, peut revêtir l'allure d'une mesure collective en vue de l'intérêt général du peuple et de la nation. Oser comparer les nationalisations aux collectivisations, les stalinien dans leur démagogie n'ont pu aller jusque-là, sauf pour la Russie, en raison de l'Etat dit "ouvrier".

Oser dire comme certains théoriciens fumeux de la non moins fumeuse et acrobatique théorie de l'économie de guerre", que les nationalisations sont irréalisables et illusoire en régime capitaliste, sans avancer un seul argument solide, est un reste de facilité idéologique dans laquelle les trotskystes sont tombés et qui est très dangereuse pour l'avant-garde.

Gauche Communiste de France

"NI LA TRANSFORMATION EN SOCIÉTÉS PAR ACTIONS, NI LA TRANSFORMATION EN PROPRIÉTÉS D'ÉTAT, NE SUPPRIME LA QUALITÉ DE CAPITAL DES FORCES PRODUCTIVES... L'ÉTAT MODERNE N'EST À SON TOUR QUE L'ORGANISATION QUE LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE SE DONNE POUR MAINTENIR LES CONDITIONS EXTERIEURES GÉNÉRALES DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE CONTRE DES EMPÊTEMENTS VENANT DES OUVRIERS COMME DES CAPITALISTES ISOLÉS. L'ÉTAT MODERNE QU'ELLE QU'EN SOIT LA FORME, EST UNE MACHINE ESSENTIELLEMENT CAPITALISTE : L'ÉTAT DES CAPITALISTES, LE CAPITALISTE COLLECTIF EN IDÉE. PLUS IL FAIT PASSER DE FORCES PRODUCTIVES DANS SA PROPRIÉTÉ, PLUS IL DEVIENT CAPITALISTE COLLECTIF EN FAIT, PLUS IL EXPLOITE LES CITOYENS. LES OUVRIERS RESTENT DES SALAIRES, DES PROLÉTAIRES. LE RAPPORT CAPITALISTE N'EST PAS SUPPRIMÉ, IL EST AU CONTRAIRE POUSSÉ À SON COMBLE."

(Engels : "Anti-Dühring", Ed.Sociales 1977, p.315)

# pologne: la nécessité de la lutte dans les autres pays (suite de la page 1)

Du DESARROI DES FORCES CAPITALISTES...

● Si les capitaux nationaux des pays dits socialistes figurent parmi les plus durement frappés par la crise économique mondiale, celui de Pologne est aux avant-postes de ce phénomène. Déjà, en 70, il est un des plus atteints par les premières manifestations de cette crise générale. Mais sa situation en août 80 n'a plus rien à voir avec celle d'il y a dix ans : avec une grande clarté s'exprime en Pologne même l'effondrement du système capitaliste mondial. Quant à la politique de "redressement" du "marxiste" Gierek, elle se solde par un échec total. Elle qui avait tout mis sur un bond des exportations basé sur l'expansion du commerce mondial, elle s'est révélée bien plus aveugle encore que celle des économistes "bourgeois" à la Barre qui avaient compris, eux, que c'en était fini du "boom" d'après-guerre, et qu'on ne pouvait plus se lancer dans des investissements inconsidérés. En août 80, le désarroi économique de la bourgeoisie polonaise se double d'un désarroi politique face aux explosions ouvrières que provoque sa tentative désespérée de remettre un peu d'ordre dans la pagaille d'un capital national en faillite. Ne pouvant employer la répression directe qui risque de radicaliser et d'étendre encore la combativité prolétarienne, ne pouvant compter sur l'existence de "tampons" comme le sont les syndicats et les partis de gauche en occident, elle se retrouve paralysée et est contrainte sur le moment de céder sur la totalité des revendications mises en avant par les grévistes. Même si certaines de ces revendications, notamment celle de la reconnaissance des syndicats indépendants, était un piège pour les ouvriers, le seul fait que les accords de Gdansk soient apparus aux yeux de tous comme une capitulation des autorités, était une mauvaise affaire pour le capitalisme : cette capitulation faisait la démonstration que la lutte de classe ouvrière paye, qu'elle peut faire reculer l'ennemi de classe à condition de se doter des armes de la grève de masse et de l'auto-organisation.

A la suite des accords de Gdansk, plusieurs mois sont nécessaires aux forces capitalistes de Pologne pour se ressaisir. Celles qui réussissent le plus rapidement à jouer leur rôle avec efficacité sont les dernières venues sur la scène sociale: le syndicat indépendant "Solidarité" et l'opposition "démocratique" qui, dès octobre 80 canalisent la combativité ouvrière vers le problème de l'enregistrement des statuts du syndicat. Par contre, il faut beaucoup plus de temps aux institutions officielles, parti et gouvernement, pour rétablir la situation, tant face à la société -se faire obéir- qu'en leur propre sein. Pendant plusieurs mois l'équipe dirigeante se distingue par des attermolements, des hésitations qui n'ont d'autre résultat que de provoquer une mobilisation croissante de la classe ouvrière et la contraignent à des recules sans gloire (qu'on se souvienne par exemple de l'affaire de l'arrestation de deux syndicalistes de la région de Varsovie fin novembre 80). Pendant plus de temps encore, le parti est traversé par des soubresauts (règlements de comptes entre cliques dirigeantes, contestation de la base) qui le rendent incapable d'une contre-offensive décisive contre la classe ouvrière. Pendant tout un temps "l'exemple donné par les convulsions de la bourgeoisie polonaise nous montre d'une certaine façon à quoi ressemble une classe dominante lorsqu'elle est acculée par la lutte de classe" (Revue Internationale du CCI n°24). Mais "pour la bourgeoisie polonaise, il s'agit de "rétablir l'ordre" : c'en est assez d'une situation où le pouvoir est à chaque fois obligé de reculer devant les exigences ouvrières, ce qui ne peut inciter qu'à de nouvelles exigences" (Revue Internationale n°25, mars 81).

...A LEUR RECOMPOSITION

Cette recomposition passe par une prise en charge déterminée, de la part des équipes gouvernementales, d'un partage des tâches avec "Solidarité" suivant un

schéma qui tend à prévaloir également en Occident (comme c'est le cas de façon très claire aux USA et en Grande-Bretagne) où il revient à un gouvernement "musclé" de "parler clair" de développer avec cynisme son offensive anti-prolétarienne pendant que les forces bourgeoises qui ont le plus la confiance de la classe ouvrière (gauche et syndicats) s'emploient à la paralyser à partir de leur place dans l'opposition. A cet égard, "la nomination en février de Jaruzelski au poste de premier ministre... constitue la première initiative cohérente de la bourgeoisie polonaise depuis août 80" (idem), puisqu'elle remet au premier plan un homme à poigne (en tant que général ministre de la défense) mais qui, par ailleurs, est convaincu de la nécessité d'une collaboration avec "Solidarité".

Cette reprise en mains de la situation par les autorités se concrétise rapidement par l'affaire des violences policières de Bydgoszcz en mars où c'est de façon délibérée que les autorités provoquent la classe ouvrière (même si Walesa se plaint à présenter ces violences comme un "complot contre Jaruzelski") afin de pouvoir lui infliger la première gifle qui doit inaugurer sa mise au pas. Cette gifle, ce n'est pas tant le gouvernement qui l'assène mais "Solidarité" qui, après tout un battage sur la grève d'avertissement de 4 heures et la préparation d'une grève générale illimitée signe avec le gouvernement un compromis en forme de capitulation et le fait avaler aux travailleurs.

Mais cette remise au pas du prolétariat ne pouvait prendre toute son ampleur qu'avec une remise en ordre au sein même du parti où s'était développé une forte contestation notamment parmi ses éléments ouvriers, soumis à la pression quotidienne de leurs compagnons de travail.

## autogérer quoi ? ...la misère

● Une dette de 27 milliards de dollars face aux banques occidentales, - une baisse de la production industrielle et agricole de l'ordre de 12% par rapport à 1980, - une chute des exportations tant vers l'est que vers l'ouest,

Tel est l'état de l'économie polonaise. Certes pour des raisons particulières : gestion aberrante de l'ancienne équipe Gierek -distribution anarchique des crédits, sans qu'aucun critère de rentabilité n'intervienne-, structure étatique extrêmement rigide et aussi résistance de la classe ouvrière depuis 1970 refusant de subir les conséquences de la crise économique. Mais ces causes particulières n'expliquent pas le fond du problème. Elles n'ont fait qu'aggraver la situation économique qui, comme celle de tous les autres pays, s'inscrit dans le contexte de la crise mondiale. Face à cette crise mondiale, la Pologne était la moins apte à résister, c'est pourquoi elle a été le premier pays, parmi les pays industrialisés à être touchée violemment.

Face à cette situation catastrophique, tout le monde s'accorde à dire qu'il faut des réformes économiques : "Il faut que les polonais acceptent, pour leur propre bien et en connaissance de cause une période de sacrifices. Ils ne le feront, évidemment, que si ce programme d'austérité va de pair avec la réforme économique et l'instauration de l'autogestion dans les entreprises. Il faut que les gens gagnent sur le terrain de la qualité de la vie ce qu'ils perdent sur le terrain matériel" (citation d'un économiste tirée du Nouvel Observateur du 17/7 81). Tant le Parti que le syndicat Solidarité parlent de réformes économiques. Pour le premier, il s'agirait de rétablir les notions de rentabilité et de profit (autonomie de gestion des en-

Cette remise en ordre allait être l'oeuvre en juin du 11ème Plénum du Comité central au cours duquel Kania et Jaruzelski, utilisant une offensive des "durs" de "l'Union Grunwald" et du "Forum de Katowice", appuyée avec fracas par la presse soviétique et par une lettre menaçante du PCUS au POUP, réussissaient à "récupérer" les contestataires apeurés par ces "menaces". Sur la lancée, ils se faisaient enfin élire, en compagnie des principaux dirigeants, comme délégués pour le 9ème congrès du parti.

Ce congrès permettait de parachever cette remise en ordre. Moyennant un renouvellement considérable des instances dirigeantes qui donnait l'occasion aux congressistes de se défouler et de se donner des frissons démocratiques, Kania et ses acolytes en sortaient renforcés. Les incertitudes orchestrées sur sa réélection, le "tabac" fait par le "libéral" Rakowski à la tribune du congrès qui faisaient craindre aux "durs" qu'il ne soit élu premier secrétaire, permettaient à Kania de refaire autour de lui l'unité du POUP -des "libéraux" (un membre du nouveau bureau politique appartient à "Solidarité") aux "durs" (Olszowski reste au bureau politique).

Présenté comme "Congrès du Renouveau" notamment par les écrivains occidentaux, le 9ème congrès du POUP était en réalité celui du durcissement de l'attaque capitaliste contre la classe ouvrière. Dès son lendemain, le gouvernement annonçait la couleur : arrestations de militants ouvriers, renforcement de la censure, annonce de réductions des rations de viande et d'augmentations des prix. Pour les ouvriers polonais, le "renouveau" avait un fâcheux air de "déjà vu".

Toute cette opération de reprise en main de la situation par les autorités n'aurait jamais pu se réaliser si elle n'avait reçu l'appui de "Solidarité" et de l'ensemble des forces capitalistes mondiales.

treprises, possibilité de déposer le bilan, 600 000 licenciements prévus, réforme des prix); pour le second, il s'agirait d'avoir, pour les travailleurs un droit de regard sur la gestion des entreprises, sur l'élection des directeurs. Derrière tous ces mots, se cache la dure réalité des "réformes" auxquelles est soumise la population polonaise : rationnement de la viande, magasins vides, augmentation vertigineuse des prix, etc. Quant à Solidarité en revendiquant une parcelle de pouvoir le syndicat ne poursuit qu'un but : écarter les ouvriers de la défense de leurs intérêts matériels pour les entraîner sur le terrain de la gestion des entreprises et en réalité, leur faire accepter tous les sacrifices (retravailler le samedi, accepter la pénurie alimentaire et les augmentations de prix); en un mot, il leur propose d'autogérer leur propre misère.

Le Parti et Solidarité prétendent améliorer l'économie polonaise. Mais il n'y a aucune possibilité de le faire. Solidarité propose le modèle autogestionnaire, il n'y a qu'à voir la Yougoslavie; le Parti veut rétablir des notions de rentabilité, il n'y a qu'à voir les pays occidentaux. Aujourd'hui, aucun "modèle" économique ne résiste face à la crise économique; c'est l'ensemble du système qui s'écroule, c'est l'ensemble des lois économiques capitalistes qui sont devenues caduques.

En réalité, derrière les projets du Parti et de Solidarité, il y a un partage des tâches évident qui a pour but de faire accepter à la classe ouvrière de se sacrifier pour sauver la patrie. La seule réforme qu'a à proposer la bourgeoisie, partout, c'est de faire supporter le poids de la crise aux ouvriers. Pour cela, il faut le calme, la modération, en fait, il faut à tout prix remettre les ouvriers polonais au travail, en le faisant taire définitivement. P.F

Avec son propre langage, radical quand c'était nécessaire, conciliateur quand il le fallait, "Solidarité" n'a pas perdu une occasion pour aider le gouvernement à casser la combativité ouvrière. Le rôle de Walesa comme "pompier volant" est devenu tellement légendaire qu'il n'est même pas nécessaire de le rappeler. Mais l'action anti-ouvrière de "Solidarité" ne s'est pas limitée aux discours démobilisateurs de "l'homme de l'année" comme l'avait intronisé la presse occidentale. C'est toute une politique basée sur "la défense de la Pologne", sur "le sauvetage de l'économie nationale", sur l'idée que "un polonais doit toujours pouvoir s'entendre avec un Polonais" (Walesa) qui a été à la base de tous les efforts déployés par "Solidarité" pour mettre au pas les ouvriers. Le fond de son discours a toujours été identique à celui du gouvernement et du parti, seule la forme était différente. Ainsi, tout dernièrement encore, "Solidarité" a lancé une polémique avec le gouvernement sur le thème de la hausse des prix et de la réforme économique. Les deux camps étaient d'accord pour en appeler à l'une et à l'autre. S'ils se disputaient, c'était pour savoir par quoi on allait commencer.

De même, lorsque la population, contre les consignes de "Solidarité", est descendue dans la rue pour exiger un meilleur approvisionnement, le syndicat "indépendant" a repris l'ancienne gouvernementale sur la nécessité de "travailler plus" pour parvenir à une telle amélioration. Et de s'empresser de demander aux ouvriers, en échange du maintien de la ration de viande, de renoncer aux samedis libres conquis de haute lutte en janvier afin qu'ils fassent auprès des autorités la preuve de leur "bonne volonté". Seule compensation pour les travailleurs et qui leur fait une belle jambe : le produit des samedis libres travaillés serait auto-géré ! Il a fallu beaucoup de discours et d'adresse de la part de Walesa pour faire avaler une telle couleur aux mineurs de Silésie. Le gouvernement n'a pas cédé sur la réduction des rations, par contre, les samedis seront travaillés. Quelle victoire !

Sur cette collaboration entre "Solidarité" et le Parti, nous laisserons le dernier mot à Bronislaw Geremek, un des "experts" du syndicat : "Il faut savoir que le Parti, quelles que soient les promesses de son congrès, ne retrouvera pas seul la confiance des polonais. On ne peut refaire l'histoire ! En revanche, l'ensemble Parti-Solidarité-Eglise bénéficierait de leur confiance. C'est le seul moyen, par exemple, de faire passer le programme d'austérité".

Et si aujourd'hui, les autorités orchestrent toute une campagne contre "Solidarité", ce n'est nullement qu'elles ont l'intention de détruire un auxiliaire qui leur est si précieux. C'est bien, au contraire, pour redorer son blason face aux ouvriers qui commencent à ruer dans les brancards. C'est aussi pour détourner la combativité qui monte, face à une misère croissante, vers l'impasse de la défense de "l'acquis" le plus empoisonné des grèves d'août 80 : l'existence du syndicat indépendant.

L'examen de l'opération de reprise en main de la situation politique par le capital en Pologne serait incomplet et faux s'il ne prenait pas en compte la remarquable collaboration de tous les secteurs de la bourgeoisie mondiale avec leurs collègues de Varsovie. En fait, on peut dire que c'est la bourgeoisie des principales puissances capitalistes qui a pris directement en main la situation en Pologne comme partie de son dispositif de défense contre le prolétariat mondial.

En première ligne, on a évidemment trouvé l'URSS, qui, à chaque fois que s'est développée l'agitation sociale (novembre 80, janvier-mars-juillet-août 81) a procédé à des spectaculaires exhibitions de son potentiel militaire (encercllement de la Pologne, manœuvres du Pacte de Varsovie sur son territoire ou au large de ses côtes), doublées de menaces indirectes ou directes sur le thème de "l'aide frater-

## POLOGNE (SUITE)

nelle". L'URSS a poussé le luxe jusqu'à attaquer directement ceux, Kuron, Michnik et même Walesa, qui se trouvaient en première ligne de la lutte contre l'incendie social, et cela, au moment même où ils étaient mis le plus à contribution. Il fallait bien que les ouvriers les écoutent !

Mais l'URSS n'était pas seule à tenter de persuader les ouvriers de Pologne qu'ils s'exposaient à une répression sanglante. Les gouvernements et moyens de presse occidentaux, avec toutes leurs mises en garde contre une telle "aventure", ont fait tout leur possible pour rendre crédible une propagande soviétique qui, en règle générale, ne rencontre qu'incrédulité de la part de la population polonaise. L'Occident, a fait également preuve d'une grande "solidarité matérielle" à l'égard du peuple polonais (lire, du capital national polonais) : rééchelonnement du remboursement de la dette, envoi de nourriture à chaque menace d'explosion sur le ravitaillement (comme on l'a encore vu au mois d'août avec les "généreuses" mesures adoptées par Mitterrand), aide des syndicats occidentaux au développement de leur alter-égo polonais.

La collaboration entre les deux blocs s'est même manifestée lorsqu'il s'est agi de permettre à Kania de reprendre le contrôle de son parti : la lettre du PCUS au POUF du 5 juin qui se fixait cet objectif... en attaquant Kania a fait presque autant de bruit à Paris qu'à Varsovie : les militants du POUF, eux aussi ont plus confiance

dans la BBC et les articles de Bernard Margueritte du Figaro que dans l'Agence Tass et la "Pravda".

Ainsi, c'est l'action conjointe, non seulement du trio Parti-Solidarité-Eglise, comme le dit Geremek, mais de tous les secteurs de la bourgeoisie mondiale qui ont permis au capitalisme polonais de rétablir une situation longtemps compromise. Non sur le plan économique : la situation est pire que jamais -comme partout ailleurs dans le monde en fait- mais sur le plan politique. Sur le plan de son aptitude à imposer aux prolétaires des conditions de misère bien pires qu'en août 80 sans que ceux-ci soient capables d'y opposer une riposte à la hauteur des grèves de cette époque.

QUELLES PERSPECTIVES POUR LE PROLETARIAT ?

Cette reconstitution des forces de la bourgeoisie n'a pu se faire par un recul progressif de la classe ouvrière. Ce recul est normal et prévisible. Il ne pouvait en être autrement après le haut niveau des luttes du mois d'août 80 et en l'absence d'un développement significatif de la lutte de classe dans les autres pays. En disant cela, nous n'invitons pas les ouvriers polonais à la passivité. Dans le tract en langue polonaise diffusé par le CCI en mars 81, nous écrivions : "Il serait catastrophique pour les ouvriers de Pologne de croire que la passivité peut leur éviter la répression. Si l'Etat a été contraint de reculer, il n'a nullement renoncé à im-

poser de nouveau à la société sa chape de plomb. S'il s'abstient aujourd'hui d'user de la répression violente, comme il le fit par le passé, c'est qu'il craint une mobilisation ouvrière immédiate. Mais si la classe ouvrière renonce à lutter chaque fois que l'Etat tente de porter une nouvelle atteinte à ses intérêts, alors la voie sera ouverte à la démobilisation et à la répression."

Mais tout en encourageant les ouvriers polonais à la résistance pas à pas contre les attaques capitalistes, nous nous refusons à les appeler à l'aventure comme le fait, par exemple, la "Communist Worker's Organisation" qui ne leur donne comme d'autre perspective que "la révolution maintenant !" ("Worker's Voice" de juin 81).

En Pologne, le prolétariat n'a pas épuisé toutes ses potentialités d'action : ses luttes présentes le démontrent. Il peut encore progresser par une meilleure conscience, qui sont ses amis et qui sont ses ennemis, du rôle capitaliste de "Solidarité", de la nécessité de rejeter le carcan du nationalisme et de la "défense de l'économie nationale". Mais il faut être conscient, et cela il le sait, du fait qu'il ne peut engager seul une nouvelle épreuve de force globale contre l'Etat. C'est en se basant sur cette réalité évidente que "Solidarité" peut aujourd'hui saboter ses luttes. Kuron ne déclarait-il pas le 27 août aux grévistes d'Olsztyn :

"Si vous poursuivez sur cette voie, nous serions contraints de proclamer une grève générale et nous n'aurions d'autre solution que de renverser le pouvoir. Et moi, je pense que ce n'est pas le moment" (cité par "Libération" du 29 août).

La classe ouvrière en Pologne a d'ores et déjà apporté une contribution énorme à la lutte du prolétariat mondial. Mais enfermée dans son pays, elle ne peut aller bien plus loin. L'heure est venue de la relève -par ses frères de classe des autres pays- qui seule lui permettra de dépasser le nationalisme et les illusions démocratiques qui pèsent sur elle. Voilà la seule véritable solidarité, que les prolétaires des autres pays peuvent lui apporter et qui n'a rien à voir avec l'action des "collectifs solidarité Pologne", "Solidarité avec Solidarité", qui ne font qu'enfermer le prolétariat polonais et renforcer ses ennemis de classe.

Mais en engageant la lutte, le prolétariat mondial ne se contentera pas d'apporter un ballon d'oxygène aux ouvriers polonais. Il fera en même temps un pas supplémentaire vers la révolution communiste qui, seule permettra à la société de se débarrasser de la misère, de la faim, de la répression et de l'exploitation.

F.M.  
30.8.81

## GREVE DES CONTROLEURS AERIENS AUX USA

# UNE ATTAQUE CONTRE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE

La grève des contrôleurs aériens qui débuta le 3 août est une épreuve cruciale pour la classe ouvrière mondiale. La décision de l'administration Reagan de licencier et remplacer les 13 000 grévistes par du personnel militaire et des "jaunes" est une attaque portée à toute la classe ouvrière. Ses implications vont bien au-delà d'une simple dispute de "contrat" entre l'organisation des contrôleurs aériens et le gouvernement. Les contrôleurs paient le prix d'un exemple de la rude détermination du gouvernement destiné à intimider le reste de la classe ouvrière.

Ce coup de force de l'administration Reagan est un avertissement à l'ensemble de la classe ouvrière. A la classe ouvrière aux USA, qui depuis quelques mois, fortement touchée par la crise reprend le combat vigoureusement. Ainsi, depuis quelques semaines, les grèves du secteur public -illégal (en dehors des syndicats)- se sont étendues à travers tout le pays. Et l'administration avertit qu'elle ne "tolérera pas" de telles grèves. Avertissement direct aux 600 000 employés des Postes qui sont actuellement en train de voter le renouvellement des contrats salariaux. Tentative flagrante de l'administration de les intimider afin qu'ils acceptent le "contrat", en terme clair : plus d'austérité, menaces de licenciements, etc...

Mais aussi avertissement au reste de la classe ouvrière internationale : avertissement aux ouvriers, qui, en Angleterre, en France, en Allemagne, etc... auraient des velléités de lutter. "Si vous luttez, attention aux menaces de licenciements en masse".

### vers la militarisation du travail

La détermination de Reagan qui a concrétisé avec un certain cynisme les plans déjà prévus par Carter (utilisation de l'armée en cas de grèves), montre la violence de l'attaque dirigée contre l'ensemble de la classe ouvrière.

Elle s'inscrit dans une attaque générale contre la classe à travers les politiques d'austérité que soutiennent toutes les fractions du capitalisme face à la crise et aux nécessités de préparation à la guerre.

Dans cette grève, derrière la réaction gouvernementale, se profile le spectre de la MILITARISATION du travail qui fait partie de la préparation pour la guerre impérialiste. Alors qu'il dénonçait la grève, le gouvernement américain a, à maintes reprises, parlé le langage de la militarisation : "les contrôleurs aériens sont comme des militaires", "ce qu'ils font est une désertion", un "manquement au devoir". Etre employé de l'Etat, c'est comme être dans l'armée. Il faut être discipliné, servir l'Etat et surtout... ne jamais faire grève. Ainsi les mesures adoptées par l'administration américaine contre les contrôleurs aériens ouvre la voie à l'introduction permanente d'une discipline de type militaire dans de tels secteurs de travail.

La menace est suffisamment claire et l'Etat n'a pas hésité, pour qu'elle soit bien entendue, à sacrifier une partie de sa force de travail des plus qualifiées et à perdre ainsi des millions de dollars par jour.

### briser l'isolement : étendre et généraliser la lutte

Dans cette attaque dirigée contre l'ensemble de la classe ouvrière, l'Etat américain n'est pas seul. Il reçoit l'appui et le soutien direct de tous les Etats capitalistes, notamment ceux du bloc de l'Ouest.

Les contrôleurs aériens étaient une bonne cible pour servir d'exemple à l'administration Reagan. Ils sont relativement bien payés et relativement peu nombreux (15 000 dispersés dans le pays). Cette situation particulière entraîne une certaine tendance au corporatisme (on est une catégorie à part) mais aussi une tendance parmi les autres travailleurs à les percevoir comme extérieurs à leur classe. Ainsi s'est trouvé favorisé

leur isolement dans la lutte, ce qui a rendu plus difficile toute marque de solidarité dans cette confrontation très dure avec l'Etat.

Pourtant, les contrôleurs n'ont manqué ni de combativité, ni de courage, ni de détermination. Et leur lutte contenait une potentialité de radicalisation très grande dans la mesure où elle paralysait une grande partie du commerce et du trafic non seulement américain mais aussi inter-



contrôleurs aériens en grève

national. Elle portait un rude coup à l'économie mondiale. Mais c'est parce qu'ils sont restés ISOLEES, seuls dans leur lutte face à l'Etat américain et à tous les Etats capitalistes que l'administration américaine a pu lancer une telle attaque contre les contrôleurs et l'ensemble de la classe ouvrière. ISOLEES, ils l'ont été en laissant la direction de leurs luttes aux mains des syndicats. Ces agents de la bourgeoisie ont fait tout leur possible pour empêcher que la grève ne s'étende à d'autres secteurs et ne touche l'industrie d'aviation. Les piquets de grève se sont limités aux tours de contrôle au lieu d'aller aux autres aéroports en appelant le soutien des autres travailleurs pour paralyser le trafic aérien et l'industrie. Incapable d'éviter le surgissement de telles grèves, la fonction du syndicat aujourd'hui est de maintenir la lutte isolée en empêchant qu'elle ne s'étende.

Et dans ce sale travail, les syndicats et l'administration américaine ont reçu le soutien direct des autres gouvernements et syndicats occidentaux.

Ainsi, c'est au nom de la "solidarité internationale des contrôleurs aériens" que les syndicats en France ont appelé les contrôleurs "français" à une grève de... quelques heures sous le motif : "l'espace aérien américain n'est pas sûr"! Et Fiterman, ministre communiste des Transports a renchérit - toujours au nom de la solidarité internationale en demandant aux contrôleurs de... reprendre leur travail. Le même épisode s'est reproduit dans d'autres pays : au Canada, en Espagne, au Portugal, etc... Les gesticulations des syndicats des autres pays, résultaient d'une pression réelle des autres contrôleurs qu'ils ont tenté de canaliser à travers des mots d'ordre de solidarité "bidon".

Face à la solidarité de la bourgeoisie, la classe ouvrière doit répondre par sa solidarité de classe. Pas une solidarité par "secteurs", par "catégories", les contrôleurs aériens avec les autres contrôleurs, etc... mais une solidarité de l'ensemble de la classe ouvrière toutes catégories confondues. La bourgeoisie, à travers ses syndicats, saura toujours détourner à ses profits une solidarité qui reste enfermée dans tel ou tel secteur. La vraie solidarité de classe, c'est celle d'une classe qui prend en main sa propre lutte à travers ses assemblées générales, ses comités de grève et cherche à constituer le plus rapidement possible une force UNIE et HOMOGENE en allant chercher le soutien direct et massif des autres ouvriers. Ceci était la seule voie possible pour les contrôleurs aériens, aller chercher les mécaniciens, les employés, l'administration, les pilotes, les ouvriers des Postes, etc... Et c'est la seule voie aujourd'hui pour que la classe ouvrière internationale gagne en force et en conscience face à une bourgeoisie qui sait s'unir de façon mondiale contre elle.

L.A.  
(d'après INTERNATIONALISM n°30)

# avant comme après les élections pour les trotskystes, un seul maître : le capital

● "Nous avons appelé à voter Mitterrand pour que soit infligée une défaite aux capitalistes et aux banquiers", dit Pierre Lambert dans "Informations Ouvrières" (n°1014), organe de l'OCI. Ainsi se trouve résumée la consigne commune à la plupart des trotskystes pendant la campagne électorale. Ce soutien aux partis de gauche se termine-t-il avec la victoire de Mitterrand et suffit-il d'attendre ? Dans l'optique trotskyste, certainement pas, et de quelle façon ! "Mauroy n'a pas tort de dire qu'il hérite d'une situation économique dont son gouvernement n'est pas responsable" (LON°685) et la LCR de surencherir : "écrasée sur le plan électoral, la bourgeoisie va plus que jamais utiliser d'autres moyens pour prendre sa revanche : licenciements, fermetures d'usines, fuite des capitaux..." (Rouge n°974). Pour qui veut croire les trotskystes, la bourgeoisie c'est : le CNPF, les banquiers et les partis RPR et UDF, la droite donc. La droite seule serait la bourgeoisie et la gauche (les partis de gauche) -malgré sa politique au service de l'ordre dominant- le mouvement ouvrier ! Ramenant simplement la domination bourgeoise au pouvoir de l'argent et aux capitalistes privés, les trotskystes cachent la vraie na-

ture du capitalisme : il n'est plus un rapport social d'exploitation. Il ne s'agit plus de critères marxistes mais trotskystes ! C'est une autre manière de tenter de cacher à la classe ouvrière quel est son premier ennemi : l'Etat, qu'il soit géré par la droite ou par la gauche. L'Etat est le patron des patrons, celui qui est investi par la classe bourgeoise en tant que comité administratif, de la charge de gestion générale de ses intérêts; ce comité administratif trouve d'ailleurs ses relais dans les divers partis et appareils syndicaux. Cacher cela, c'est désarmer et paralyser les travailleurs. Maintenir la moindre illusion sur une représentativité ouvrière de la gauche ou sur une capacité de la gauche à apporter un tant soit peu au combat général du prolétariat contre le capitalisme, c'est être ni plus ni moins au service de la bourgeoisie. Les trotskystes considèrent la classe ouvrière comme une masse de manoeuvre, et, à long terme, leur prétention à l'encadrer ne vise qu'à se substituer en tant que partis de l'Etat bourgeois à la place des occupants actuels.

Mais nous n'en sommes pas encore là, et ils restent encore la mouche du coche de Mitterrand en France.

Alors que, chaque jour, de nouvelles hausses de prix, de nouveaux licenciements viennent agacer un peu plus l'attente inévitable des travailleurs dans la petite période qui suit les grandes promesses électorales, les trotskystes se félicitent du changement de personnel, des mesures de rationalisation administrative et juridique et des concessions économiques temporaires aussitôt mangées par les impôts et l'inflation. Ils épaulent "l'état de grâce" et dédouanent l'Etat tout court en accusant -à l'unisson avec le PS et le PC- la droite de perpétuer la flambée des prix, d'organiser des licenciements massifs et la fuite des capitaux, en gros de saboter une illusoire possibilité de gérer mieux l'économie nationale. Certes, l'ensemble du monde capitaliste va à la catastrophe et, au niveau actuel de la crise économique, les bourgeois ne sont plus maîtres des conséquences désastreuses de leur système aberrant, mais ils disposent des leviers de commande pour gérer le profit, la pénurie et le chômage. De ce point de vue, Mitterrand occupe bourgeoisement les lieux et il ne peut en être autrement sinon il n'y serait pas.

En focalisant l'attention sur le danger de droite, les trotskystes continuent

à détourner l'attention des vraies responsabilités et du comment marche le capitalisme. Mais il n'est pas possible de favoriser indéfiniment l'attentisme étant données les dures réalités de la continuation de l'austérité. Bien que pour Krivine "tout n'est pas peut-être encore possible aujourd'hui" (Rouge n°974) et que pour LO "on veut bien attendre mais pas éternellement" (LO n°678), Lambert reconnaît que la situation est précaire : "...les masses laborieuses exigeront des mesures remédiant réellement à une situation qui se détériore chaque jour davantage... les masses laborieuses et la jeunesse attendent du gouvernement des actes audacieux contre les banquiers et les capitalistes". On retrouve ici la fonction des trotskystes : prévenir la lutte de classe inévitable et arrimer au navire de l'Etat les ouvriers combattifs par des déclarations radicales, quand, une fois de plus, le résultat des élections n'a rien changé, n'a été qu'une parodie de choix de société et quand tout reste à faire pour le prolétariat, sur son terrain : lutte de classe préparant au renversement du capitalisme.

Gieller

## la gauche unie au pouvoir ... (suite de la p.2)

Pire même, car, contraint d'organiser tout de suite -sous peine d'entamer une partie de son crédit- les élections parlementaires auxquelles il s'était engagé, "s'il était élu", il se voyait, au terme même de ces nouvelles élections, dans l'incapacité de tirer prétexte du maintien d'une forte opposition de droite au Parlement, pour justifier sa future politique gouvernementale d'austérité et de chômage. Il se retrouvait donc devant le choix suivant : soit, il acceptait d'endosser seul la responsabilité des mesures gouvernementales à prendre et l'impopularité que celles-ci entraîneraient inévitablement pour lui; soit, il les faisait endosser également au PCF, et par la même occasion, il renforçait son image de marque "unitaire et de gauche", seule susceptible de lui permettre d'obtenir à court terme un attentisme confiant de la part des exploités.

### pourquoi le PS appelle le PC au gouvernement

Le Parti socialiste, qui avait largement contribué (3) à l'établissement de ce consensus, de fraction politique, chargée d'être aux côtés du PCF dans son travail d'opposition et de soigner son image de marque de "gouvernement viable" pour un avenir plus lointain, se retrouvait en position de devoir, tout de suite prendre les rênes du gouvernement.

ce consensus politique qui visait à maintenir au lendemain des élections présidentielles les fractions de droite au gouvernement et les fractions de gauche dans l'opposition afin de permettre au capital national de bénéficier des avantages apportés par cette répartition des forces pour affronter les échéances économiques et sociales dans les meilleures conditions possibles, ce consensus politique se trouvait irrémédiablement brisé.

Les fractions politiques de droite, le RPR et l'UDF, qui avait imprudemment sous-estimé, dans le cadre de ce consensus, l'impact négatif de leurs querelles fratricides sur leur électoral traditionnel et qui portaient donc toute la responsabilité de la victoire de Mitterrand, se retrouveraient dépossédés des rênes gouvernementales. Leurs efforts de dernière heure pour limiter

l'ampleur de leur défaite et ses conséquences pour le capital national, au travers d'un front électoral commun en vue des élections au Parlement ne parvenaient pas à remobiliser un électoral particulièrement décontenancé. Il ne leur restait plus qu'à se résoudre à devenir l'opposition loyale et le faire valoir du gouvernement de gauche, en méditant sur le caractère secondaire (du point de vue de l'intérêt du capital national et du leur) des questions qui avaient été au centre de leurs polémiques fatales. A savoir qui de l'UDF ou du RPR dominerait le futur gouvernement. Faudrait-il ou non recourir à une relance de l'économie ?

### pourquoi le PC accepte

Le PCF, quant à lui, ne se retrouvait pas au terme des élections, dans une situation particulièrement confortable. Lui qui, pour ses propres intérêts et pour le plus grand bien du capital national dans son ensemble, avait, par sa rupture du "Programme Commun" permis à la bourgeoisie d'éviter que soit affaiblie l'image ouvrière des partis de gauche en accédant au gouvernement aux élections de 1978; lui qui avait développé dans ce consensus toute sa politique dans le sens de la radicalisation de son attitude, pour conserver et étendre son emprise sur une classe ouvrière de plus en plus encline à passer à l'action collective directe; lui, voyait sa politique "sectaire" à l'égard du PS déboucher sur une perte d'influence syndicale et électorale que les événements d'Afghanistan et ceux de Pologne n'avaient fait qu'aggraver, le PCF se retrouvait donc devant le choix suivant. Soit, il poursuivait sa politique "sectaire" à l'égard du PS qui se justifiait pleinement -malgré son prix- dans la perspective des luttes sociales prévisibles au lendemain de la reconduction d'un gouvernement de droite. Il se mettait alors en porte-à-faux par rapport à l'exigence de ministres communistes qui était au centre de sa campagne électorale; il apportait de l'eau au moulin de ceux qui en faisaient le seul responsable de la rupture de l'union de la gauche en 77, et aggravant ainsi sa perte d'influence sur la classe ouvrière. Soit, il cherchait à limiter les dé-

## une éclatante démonstration d'amitié ... !

● La visite de M. Cheysson, ministre des relations extérieures, à Alger, "s'est traduite par une éclatante démonstration d'amitié", rapporte "Le Monde" du 11-8-81, entre la France et l'Algérie. Plus même qu'une idylle, c'est selon l'expression du ministre, un véritable "coup de passion" entre deux grands apôtres du "socialisme".

Le diplomate en chef de l'Etat français a tenu, dès son retour, à souligner "une remarquable parenté d'analyse et de motivation" entre les deux gouvernements qui avaient "les mêmes orientations et des conceptions politiques très proches". N'est-ce pas merveilleux !

On a appris par ailleurs (cf. "Le Prolétaire n°341) que fin mai, le "très socialiste" gouvernement algérien, sous l'égide du "très cher camarade" Chadli a fait intervenir l'armée contre les mille sept cents ouvriers grévistes de la SONATRACH à Beni-Merad et a fait tirer sur eux. L'aviation a même été utilisée pour arroser les grévistes à l'acide. Bilan : 17 ouvriers massacrés. Par la suite, 70 ouvriers ont été arrêtés et 40 d'entre eux condamnés pour "trouble de l'ordre public".

Les échos en France de tels événements ont été soigneusement étouffés. Dans les relations entre Etats, il serait naïf de croire que la "passion" est aveugle. Par contre, M. Cheysson sait bien de quoi il parle. Une profonde convergence de vue entre bourgeoisies nationales peut bien s'exprimer.

De fait, elle n'a pas de meilleure raison d'exister, même à travers les détours et les accords tacites de la diplomatie que ... face au prolétariat.

gâts, il jouait alors le jeu de l'unité de la gauche au nom du désir de changement manifesté par les ouvriers au travers du suffrage universel; il entraînait au gouvernement tout en se préparant à en sortir à l'occasion de mesures particulièrement impopulaires, avec l'image "renovée" du seul vrai défenseur de la classe ouvrière. Et, par la même occasion, il compensait en grande partie le manque à gagner politique et financier que la perte des sièges de députés lui avait occasionné par l'entrée d'une partie de son personnel dans les administrations gouvernementales.

Au travers de ces choix tactiques de ses deux principaux partis politiques de gauche, malencontreusement mis en position de gouverner, le capital français est parvenu à obtenir une "paix sociale" à court terme que la simple reconduction de l'ancienne majorité de droite, n'aurait certes pas pu lui apporter. Mais loin de représenter une position de force, cette situation politique renferme de graves faiblesses potentielles. La disparition rapide de "l'enthousiasme" relatif qui avait pu susciter l'élection de Mitterrand dans les rangs ouvriers, l'échec patent des efforts de resyndicalisation de la CGT et la CFDT dans la foulée des élections, sont la pour démontrer à toutes ses fractions que l'attentisme vigilant dont fait encore preuve la classe ouvrière aujourd'hui, ne

pourra se nourrir éternellement des alibis serinés à longueur de temps par le gouvernement, les médias et les syndicats. Il faut d'ores et déjà que la bourgeoisie pense à se préparer à renforcer le front anti-prolétarien à la base, dans les usines et dans la rue, que les élections l'ont amenée à dégarnir dangereusement. Les déclarations d'indépendance des syndicats, l'attitude radicale que prend la CGT, et dans des cas urgents, la CFDT, les regrets manifestés par l'humanité sur la timidité des mesures "gouvernementales de changement", l'attitude pacifiste du PCF, bien qu'elles ne débouchent pas encore sur un retrait de la confiance au gouvernement, révèlent dans quel sens la bourgeoisie va orienter ses efforts pour être mieux à même de contrer les réactions d'une classe ouvrière qui, en France comme dans le reste du monde conserve tout son potentiel de combativité. Quelque soit le niveau de réussite de cet objectif de la bourgeoisie, son erreur d'avoir laissé accéder au gouvernement ses partis de gauche en ce début des années 80, aura permis au moins une chose : conforter dans les rangs ouvriers deux idées qui se développaient avant ces élections, à savoir :  
- "la droite et la gauche se valent";  
- "voter ne sert à rien".  
Idées que la classe ouvrière devra faire fructifier en développant son combat.

L.L.

# réunions publiques et publications du CCI

## INTERNATIONALISME

## WORLD REVOLUTION

## WERELD-REVOLUTIE

BP 13  
Bruxelles 31  
1060 Bruxelles

BM Box 869  
LONDON WC 1 N, 3 XX

Postbus 11 549  
1001 GM AMSTERDAM

## ACCION PROLETARIA

## Rivoluzione Internazionale

## Internacionalismo

écrire  
à l'adresse de RI.

CP 469  
80100 Napoli (Italie)

Apartado 20674  
Caracas 1020-A  
(Venezuela)

## WELTREVOLUTION

## Internationalism

IR  
BOX 21-106, 10031 Stockholm-  
Suède.

Ecrire  
autre mention :  
Postfach 410306  
5000 Köln 41

PO Box 961  
Manhattan Station  
365 West 125 St;  
New York, N.Y. 10027 (USA)

## Révolution Internationale

Nouvelle adresse postale :  
Indiquer impérativement :  
RI  
BP 581  
75 027 Paris Cedex 01

Directeur de Publication : D. Van Celst  
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu  
Paris 20ème.

## abonnements

Le coût de plus en plus élevé des envois et l'augmentation du prix de nos publications nous oblige à relever le prix des abonnements :

### ABONNEMENTS COUPLES

12 numéros du journal et 4 numéros de la Revue Internationale :  
FRANCE 85 F ETRANGER 90 F PAR AVION 110 F

### ABONNEMENTS SIMPLES

12 numéros du journal :  
FRANCE 50 F ETRANGER 55 F PAR AVION 70 F

### ENVOIS SOUS PLIS FERMES :

#### ABONNEMENTS COUPLES

FRANCE 100 F ETRANGER 110 F PAR AVION 130 F

#### ABONNEMENTS SIMPLES

FRANCE 60 F ETRANGER 70 F PAR AVION 90 F

Abonnements et versements à :

R.I. CCP 2023302 X PARIS

## COURRIER

NOUS ATTENDONS DE CEUX QUI NOUS LISENT DES LETTRES, DES TEXTES OU ILS EXPRIMENT LEURS REACTIONS, LEUR OPINION SUR NOTRE INTERVENTION, SUR TOUS LES PROBLEMES QUE SOULEVE LA LUTTE DE LA CLASSE AUJOURD'HUI.

EN CETTE PERIODE ENCORE TROUBLE OU MURIT LA FORCE QUI VA BOULEVERSER L'HUMANITE, LA DISCUSSION EST UNE NECESSITE VITALE.

DANS CE BUT, NOUS AVONS OUVERT NOTRE JOURNAL A UN COURRIER DU LECTEUR OU NOUS PUBLIONS CES CONTRIBUTIONS, AVEC NOTRE REPONSE.

## brochures

- LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE (5 F)
- NATION OU CLASSE (4 F)
- PLATE-FORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F)
- RUPTURE AVEC LUTTE OUVRIERE ET LE TROSKYSME (10 F)
- ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE (4 F)
- LA DECADENCE DU CAPITALISME (10F) NOUVEAU :
- LE TROSKYSME (6 F)
- SUR LA POLOGNE (4 F.)
- L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION (12 F)

## lisez la Revue Internationale 26

### RAPPORTS ET RESOLUTIONS DU 4ème CONGRES DU CCI :

- perspectives de la lutte de classe (une brèche ouverte en Pologne)
- les conditions de la généralisation de la lutte de la classe ouvrière.
- crise économique et conflits inter-impérialistes.

## lire



## PARIS

Réunion publique, le 12 septembre à 17 h sur le thème : "LES ENSEIGNEMENTS D'UN AN DE LUTTE EN POLOGNE", au 27, avenue de Choisy, Paris 13ème.  
Permanences : tous les samedis sauf celui de la RP, à 16h. même adresse que la RP.

## ROUEN

Réunion publique à 15 H le 26 sept. sur le thème : "LES ENSEIGNEMENTS D'UN AN DE LUTTE EN POLOGNE", à "La Halle aux Toiles".

## TOURS

Réunion publique, le 5 septembre à 17 h sur le thème : "EMEUTES EN ANGLETERRE, LA FAILLITE DU CAPITALISME", au 43, rue Lamartine.  
Permanence : même jour, même endroit à 15 h.

## TOULOUSE

Réunion publique, le 25 septembre à 21 h sur le thème : "LA GAUCHE AU POUVOIR, LE MIRAGE DU CHANGEMENT SOCIAL", à la Cité Universitaire de l'Arsenal. Bat. 2.  
Permanences : tous les vendredis sauf celui de la RP, à 18 h 30, au Bar "Le Colbert", avenue de St Exupéry, Pont des Demoiselles.  
Contact avec les diffuseurs : au marché, sur le boulevard (près Place Jeanne d'Arc) les 2ème et 4ème dimanches du mois et aux Fuces (St Sernin) le 2ème dimanche du mois, de 11 h à 13 h.

## LILLE

Réunion publique, le 19 septembre, à 14 h 30, sur le thème : "LES ENSEIGNEMENTS D'UN AN DE LUTTE EN POLOGNE", au 23, rue Gosselet (MNE).

## LYON

Réunion publique, le 28 septembre, à 17 h sur le thème : EMEUTES EN ANGLETERRE, LA FAILLITE DU SYSTEME CAPITALISTE, au 3, rue Didriot, Lyon 1er.  
Permanence : le mercredi 16 septembre à 18 h, même adresse qu'au dessus.

## MARSEILLE

Réunion publique, le 2 octobre à 21 h sur le thème : "LA FAUCHE AU POUVOIR, LE MIRAGE D'UN CHANGEMENT SOCIAL", au 205, rue Ste Cécile, Marseille 5ème.  
Permanence : le vendredi 18 septembre de 18 h à 19 h à "l'Artistic Bar", 4 cours J. Thierry.

## NANTES

Réunion publique, le 12 septembre à 17 h sur le thème : "EMEUTES EN ANGLETERRE, LA FAILLITE DU SYSTEME CAPITALISTE", au Centre Social des Bourderies.  
Permanence : dernier mercredi du mois à 20 h 30, au bar de l'Hôtel de Ville, Nantes Châtenay.  
Contact avec les diffuseurs : le 2ème samedi du mois, de 10h 30 à 11h 30, au marché de la Petite Hollande.



"PROLETAIRES, SOUVENEZ-VOUS DE LA GUERRE IMPERIALISTE!"; CLAMAIT L'INTERNATIONALE COMMUNISTE. PROLETAIRES D'AUJOURD'HUI, SOUVENEZ-VOUS DE LA BARBARIE DU DEMI-SIECLE ECOULE ET IMAGINEZ CE QUI ATTEND L'HUMANITE SI, CETTE FOIS ENCORE VOUS NE REPOUSSEZ PAS AVEC ASSEZ DE VIGUEUR LES DISCOURS ENJOLEURS DE LA BOURGEOISIE ET DE SES LAQUAIS".

(Extrait du Manifeste du Courant Communiste International).

## non a la passivité

suite de la page 1

Elle l'acceptera encore, si elle n'est pas capable de dépasser le cadre corporatif comme cela a été le cas aux USA : la plus grande combativité est sans effet si elle reste isolée dans un secteur.

Elle sera enfin contrainte de l'accepter, même en étendant ses luttes à l'échelle de tout un pays, comme cela a été le cas en Pologne, si elle n'est pas en mesure de se libérer du carcan nationaliste, si elle ne se donne pas les moyens de généraliser sa lutte à tous les pays.

La seule vérité, pour la classe ouvrière, c'est celle de la lutte déterminée, intransigeante, autonome. C'est le développement de celle-ci à l'échelle mondiale pour que "les années de vérité" ne débouchent pas sur un nouvel holocauste qui risque d'anéantir toute l'humanité, mais sur la révolution prolétarienne et un monde nouveau !

## violence de classe

suite de page 8

Des deux exemples que nous avons évoqués, un seul, celui de la Grande-Bretagne contient des affrontements violents. C'est cependant celui dans lequel le prolétariat est le plus loin de la révolution. Le fait de balancer des pierres sur les flics n'est pas l'apprentissage nécessaire à la transformation violente de la société. Cet apprentissage se fait bien plus comme en Pologne à travers des essais d'organisation autonome de la classe. C'est ainsi et seulement ainsi que se prépare vraiment la révolution. La Pologne de 1980 sans utilisation de la violence physique en apprend cent fois plus au prolétariat mondial sur ce que sera la voie vers la révolution que les émeutes britanniques. Malgré ses faiblesses, malgré les illusions qui pèsent encore sur elle, la classe ouvrière polonaise montre le chemin de la destruction de la société d'exploitation.

# CONTRE L'ETAT BOURGEOIS LA VIOLENCE NE SUFFIT PAS

Agitation de la menace d'une intervention militaire russe en Pologne pour intimider les ouvriers ! Renforcement de la police au lendemain des émeutes contre le chômage et l'oppression policière en Angleterre ! Plusieurs centaines d'émeutiers de la faim assassinés par la police et par l'armée au Maroc ! Grèves ouvrières réprimées dans le sang, aviation à l'appui, en Algérie ... La question du besoin pour la classe ouvrière de savoir opposer à la violence de l'Etat bourgeois sa propre violence de classe a cessée d'être une question historique, théorique, à discuter entre cercles d'initiés. Elle est redevenue une question politique éminent pratique pour le prolétariat. L'article ci-dessous, sans faire de la conscience et de l'organisation un préalable à l'utilisation de la violence par les prolétaires, essaye de montrer où se trouve l'efficacité de la réponse de la classe ouvrière à la répression et à quel niveau se situe fondamentalement son apprentissage révolutionnaire.

● Pour le marxisme, la société d'exploitation accompagne nécessairement l'existence de classes sociales aux intérêts antagonistes. Et l'histoire, jusqu'au communisme, résulte de leurs luttes. Ceci implique la reconnaissance de la violence comme instrument du maintien ou de la transformation de leur rapport de forces. Suivant la nature et la place historiques de la classe qui l'assume, la violence est conservatrice ou révolutionnaire, mais toute société de classes respire obligatoirement la violence par tous ses pores. Celle du prolétariat révolutionnaire, bien qu'elle ne soit plus fondée en projet d'une société d'exploitation, est encore une violence. Cependant, son but, précisément, qui est celui de l'édification d'une société d'où tout conflit de classes est banni avec la disparition des classes elles-mêmes, détermine pour la révolution prolétarienne une nature et un exercice totalement différents de la violence sociale.

Alors que dans les périodes d'ascendance du mode de production des sociétés d'exploitation, un certain consensus permet d'éviter la violence, dans les phases de décadence, son application devient systématique. Le déclin du capitalisme s'accompagne ainsi de guerres mondiales, de famines, de génocides, de l'utilisation de camps de concentration et de la torture érigée en pratique permanente. La terreur devient une institution d'Etat. Elle occupe le premier poste budgétaire de celui-ci et représente le principal sujet de recherche scientifique.

C'est une telle société qu'il faut renverser. Prétendre que cela pourra se faire pacifiquement, ce n'est plus être naïf, c'est être le complice du bourreau. Toute tentative de révolte du prolétariat a toujours été écrasée dans le sang. Les prochaines se heurteront à la même cruauté de la bourgeoisie. Nous souhaitons tous que la révolution se fasse sans qu'un trop grand nombre de prolétaires soit massacré mais pour cela il faut comprendre ce qu'est la violence de classe, quand et comment nous devons agir pour être le plus efficace. Pour cela, il nous faut être capable d'analyser le plus clairement possible le niveau des luttes, le rapport de forces entre les classes, le cours historique, c'est ce que le CCI essaie de faire à travers sa presse.

## les particularités de la violence dans les luttes actuelles

Il est important de comprendre la nécessité de la violence; il est tout aussi important de ne pas la mythifier, de ne pas faire de la violence une panacée. On ne mesure pas le niveau d'une lutte aux seuls affrontements physiques. Nous allons le voir à travers deux exemples : la Grande-Bretagne et la Pologne.

### en Grande-Bretagne

Les émeutes récentes en Grande-Bretagne ont eu un très grand retentissement. Non parce qu'il s'agissait d'un nouveau type d'affrontements; des émeutes de ce genre, il y en a eu un très grand nombre, ces derniers temps un peu partout dans le monde, mais parce que pour la première fois, elles touchaient le centre même du capitalisme. Tant qu'il s'agissait de pays sous-développés ou de puissances capitalistes secondaires, elles n'avaient pas un très grand impact, mais quand il s'agit d'une des plus grandes puissances industrielles, la bourgeoisie ne peut plus réduire ces émeutes à leurs aspects folkloriques. Force lui est de constater qu'elles sont le symptôme de la crise, le produit du chômage. Les révolutionnaires se doivent de saluer ces mouvements avant que d'en préciser les limites.

Le premier aspect de ces luttes est que les chômeurs ont compris la nécessité de s'affronter à l'Etat. Il s'agit d'une étape importante : sortir du légalisme et de l'isolement, étape indispensable dans la maturation de la conscience de classe.

Le deuxième aspect important est l'extension spontanée aux principaux centres industriels du pays. Se rendre compte que les problèmes sont les mêmes que l'on habite Brixton, Liverpool ou Glasgow, c'est percevoir que l'on a les mêmes ennemis et les mêmes intérêts.

S'il faut en souligner les forces, il faut voir aussi les faiblesses de ce genre de mouvement. D'abord, le manque total d'organisation. Si les chômeurs veulent lutter efficacement, ils doivent se regrouper pour agir et réfléchir ensemble. D'autre part, le manque de réaction des ouvriers actifs. La classe ouvrière anglaise a subi une défaite lors de la grève de la sidérurgie du début 1980. Elle doit comprendre

que pour lutter efficacement, il faut unir ceux qui travaillent et ceux qui sont au chômage. Si cela ne se réalise pas, les prochaines émeutes risquent d'être réprimées féroce.

Penser que le rapport de forces entre bourgeoisie et prolétariat est un rapport purement militaire est une erreur. La force du prolétariat ne dépend pas de son armement, ni de l'entraînement de ses troupes mais de sa conscience et de son organisation. Pour ce qui est de l'armement, le prolétariat ne disposera jamais du tiers de ce que possède la classe dominante. Au niveau de l'entraînement ce n'est pas un an de service militaire ou quelques essais dans les combats de rue qui feront des masses prolétariennes une armée d'élite. Si le combat se déroule entre une armée bourgeoise intacte et des troupes ouvrières, le résultat du combat ne fait aucun doute. D'autre part, il ne faut pas oublier que, même vainqueur militairement, le prolétariat peut quand même perdre. Souvenons-nous que les victoires de l'Armée Rouge sur les blancs en Russie n'ont pas empêché la contre-révolution de triompher. Il ne peut être question de gagner sur ce terrain, de même que l'on ne détruit pas l'ordre capitaliste en blessant quelques flics. Ce n'est qu'en s'organisant, en amorçant une réflexion politique sur leur situation, en allant discuter avec leurs camarades dans les usines que les chômeurs britanniques pourront débloquer la situation et limiter les attaques de la bourgeoisie.

### en Pologne

Une autre erreur que l'on peut rencontrer sur l'évaluation de l'importance de la violence dans un mouvement de la classe est celle qu'ont commis certains groupes sur les événements de Pologne. Pour ceux-ci, août 80 devait être considéré comme un mouvement moins important que 70 ou 76 parce qu'il n'y a pas eu de violences. Ainsi, la vision du niveau de la lutte de classe qu'ont ces camarades, consiste à compter les morts. Plus il y en a, plus le mouvement est important. Pour ces camarades, la révolution d'Octobre 1917 à Leningrad devait être de la roupie de sansonnet puisqu'il n'y a eu que quelques morts.

Un des aspects marquants des récents événements est justement l'absence de répression directe. Nous étions malheureusement habitués à voir dans les pays soi-disant "socialistes", toute révolte sociale contrée de façon extrêmement violente par la bourgeoisie. A cela il existait plusieurs raisons : d'abord le manque "d'amortisseurs sociaux" (partis d'opposition, syndicats), d'autre part, alors que dans les pays de l'ouest, les ouvriers s'affrontent d'abord à leurs patrons qu'ils tiennent pour responsables de leur situation, à l'est, du fait de l'étatisation complète de l'industrie, les prolétaires sont amenés à s'affronter directement à l'Etat. Les risques d'extension plus rapide obligent le gouvernement, soit à céder immédiatement aux revendica-

tions, soit à recourir à la violence ouverte. Dans le cas de la Pologne, la situation catastrophique de l'économie l'empêchait de céder quoique ce soit : elle s'était donc préparée à la répression. Si elle ne l'a pas utilisée, c'est que le mouvement est allé au-delà de tout ce qu'elle pouvait imaginer. Une grève de masse a submergé le pays en s'auto-organisant si rapidement qu'il devint bientôt impossible de réprimer par petits paquets comme la bourgeoisie faisait habituellement. Elle a été obligée de reculer et de chercher d'autres solutions (création de syndicats, etc). En effet, la mobilisation ouvrière avait atteint un tel niveau qu'elle contaminait même les organes de l'Etat chargés de la répression (armée, milice) et, utilisant les troupes du Pacte de Varsovie, risquait d'entraîner des mouvements de solidarité au-delà des frontières. PLUS LE PROLETARIAT ETEND SON MOUVEMENT, PLUS LA REPRESSION DEVIENT DIFFICILE.

Cela semble évident, mais c'est pourtant un des aspects les plus difficiles à saisir pour la classe. En Pologne, il est vrai, le problème a été partiellement compris : les bains de sang des ports de la Baltique en 1970 ou d'Ursus en 1976 ont "permis" aux ouvriers de prendre conscience qu'isolés en une seule ville ou une seule région, ils étaient condamnés au massacre. Cette leçon a été retenue en Pologne et c'est une leçon pour le prolétariat mondial.

## quelles armes pour le prolétariat ?

Nous voyons donc qu'il existe des conditions nécessaires pour contrer la violence de la bourgeoisie.

Plus le prolétariat est conscient et organisé, plus la répression est dangereuse pour la classe dominante. En effet, en s'organisant et en prenant conscience de ce qu'elle fait, la classe prend en même temps conscience tant des risques qu'elle court que de sa véritable force. Les ouvriers sont les principaux producteurs des richesses matérielles de la société et leur place dans les rapports de productions leur

permet d'utiliser les moyens matériels de celle-ci à leur profit dans une lutte armée. C'est à dire d'utiliser pour leur compte toute l'importance des communications ferroviaires et routières. En s'organisant, ils peuvent détruire tout ce qui fait la cohérence et la puissance de la société bourgeoise. Il ne faut pas concevoir cet affrontement comme un affrontement militaire classique, puisqu'il s'agit de deux armées qui n'utilisent pas les mêmes armes. Si le prolétariat est capable de maintenir le rapport de forces en sa faveur, cela signifie une décomposition de l'Etat. Et les corps répressifs, étant une partie de l'Etat, ont tendance eux aussi à subir cette décomposition. Ainsi, en 1917, les régiments envoyés pour combattre la rébellion de des ouvriers de Petrograd, se volatilisaient avant même de s'affronter au prolétariat.

## REVOLUTION INTERNATIONALE est la publication en France du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

### Nos Positions:

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts wies" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

● NOTRE ACTIVITE  
L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompus.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.